

Tunisie



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2010	2011	2012(e)	2013(p)
Croissance PIB (%)	3,0	-1,8	3,5	3,2
Inflation (moyenne annuelle)	4,4	3,5	5,5	5,0
Solde budgétaire / PIB (%)	-2,9	-3,5	-5,5	-6,0
Solde courant / PIB (%)	-4,8	-7,5	-8,0	-8,5
Dette publique / PIB (%)	43,5	49,0	52,0	54,0

(e) Estimations (p) Prévisions

POINTS FORTS

- ▲ Ressources naturelles (gaz, phosphates), agricoles, touristiques
- ▲ Economie relativement diversifiée et main d'œuvre assez qualifiée
- ▲ Proximité du marché européen et accord d'association avec l'UE
- ▲ Mise à niveau progressive des infrastructures, de l'industrie et du secteur financier

POINTS FABLES

- ▼ Fortes inégalités sociales et géographiques
- ▼ Taux de chômage élevé, principalement chez les jeunes et particulièrement les diplômés
- ▼ Poids économique important de l'agriculture
- ▼ Secteur touristique confronté à une concurrence accrue et aux incertitudes politiques
- ▼ Importantes lignes de fracture dans la société, divisée entre islamisme et laïcité ainsi que tradition et modernité
- ▼ Importance de l'économie informelle et environnement des affaires perfectible

APPRECIATION DU RISQUE

Des tensions politiques accrues, avec le maintien de nombreux défis sociaux et économiques

Les élections d'octobre 2011 à l'Assemblée constituante ont abouti à une majorité relative en faveur du parti islamo-conservateur Ennahda. Une coalition a été formée avec deux partis laïcs et un accord de partage du pouvoir passé fin 2011. La présidence de la République a été confiée à Moncef Marzouki, du Congrès pour la République, celle de l'Assemblée à Mustapha ben Jafaar, d'Ettakatol, et le poste de 1er ministre au secrétaire général d'Ennahda, Hamadi Jebali, ce parti détenant la majorité des portefeuilles. Toutefois, à la suite de l'assassinat d'une figure de l'opposition laïque début février 2013, Ali Larayedh d'Ennahda a formé en mars un nouveau gouvernement de transition, toujours à dominante islamo-conservatrice, malgré l'attribution de quatre ministères régaliens à des indépendants. Ces événements vont retarder l'élaboration de la future constitution et la tenue des élections législatives et présidentielle, vraisemblablement reportées de

juin à fin 2013. En outre, le nouveau gouvernement va éprouver les mêmes difficultés que le précédent dans la mise en œuvre d'un programme économique d'orientation libérale. Le pouvoir reste, en effet, confronté à de multiples défis sociaux et économiques, ainsi qu'aux attentes de la population en la matière. Les enjeux majeurs demeurent la création d'emplois et une meilleure distribution sociale et géographique de la croissance, avec le développement de l'intérieur du pays, défavorisé par rapport aux régions côtières.

Une croissance modérée attendue en 2013

Sous réserve d'une normalisation de la situation politique, constamment repoussée, une croissance modérée est attendue en 2013, soutenue par la consommation des ménages et l'investissement, stimulés par une politique budgétaire laxiste. En outre, la reconstruction de l'économie libyenne pourrait offrir des débouchés, dans les secteurs du transport et de la construction notamment. Toutefois, l'activité économique sera freinée par une conjoncture économique mondiale difficile, surtout dans les principaux pays européens partenaires (France et Italie). Elle risque en outre de l'être par de fortes tensions sociopolitiques et des grèves, notamment dans les régions marginalisées économiquement, les secteurs minier et public.

Maintien d'importants déficits jumeaux, atténués par des aides financières internationales

Le déficit budgétaire pourrait encore augmenter en 2013, car des dérapages budgétaires à des fins électorales (des élections générales étant prévues) ne peuvent être écartés. La dette publique - déjà supérieure, en part du PIB, à la moyenne des pays émergents comparables - augmente graduellement, mais elle est majoritairement contractée à des conditions concessionnelles.

Les comptes extérieurs vont rester sous pression. Les exportations devraient progresser modestement, principalement en raison de la situation économique peu favorable du principal partenaire commercial du pays, l'UE, tandis que les importations pâtiront encore du coût élevé de celles d'énergie (constituant 15% du total). Par ailleurs, les transferts des expatriés devraient être résilients mais le tourisme pourrait pâtir de la situation politique et, au total, le déficit courant devrait rester élevé.

2013 doit être marqué par une dégradation supplémentaire des ratios d'endettement extérieurs. Toutefois, la Tunisie a obtenu, depuis le G8 de 2011, un soutien financier d'institutions bi et multilatérales pour couvrir ses déficits publics et extérieurs. A cet effet des prêts de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement doivent être reconduits, auxquels s'ajoutent ceux de la BEI et de l'AFD. En outre, un accord de confirmation de 1,8 Md\$ est en négociation avec le FMI. Les autorités souhaitent recourir également aux fonds et aux banques islamiques.

Pour autant, le déséquilibre des comptes extérieurs ne pouvant être entièrement compensé par les flux d'aide financière et d'investissements directs étrangers, les autorités vont devoir continuer à ponctionner les réserves de change, désormais inférieures au seuil d'inconfort (moins de 3 mois d'importations).

Fragilités du secteur bancaire et de l'environnement des affaires

La solvabilité bancaire, la qualité des actifs et la rentabilité, déjà médiocres avant 2011, se sont dégradées depuis. Or, les risques liés aux faiblesses du secteur bancaire pourraient miner la stabilité macro économique.

En raison du caractère relativement récent de la chute de l'ancien régime et d'une instabilité depuis, l'environnement des affaires est problématique, mais des améliorations de la loi sur les faillites et du code des investissements sont prévues.

Par ailleurs, Coface constate une hausse des incidents de paiement et un allongement des délais de recouvrement des créances.